

RENCONTRE

«On m'a dit que je voulais nuire à mon pays»

Jeudi matin, le lycée professionnel wasseyen Emile-Baudot recevait une invitée particulière : Maria, une jeune journaliste rwandaise, qui a fui son pays par peur de représailles suite à ses reportages. Un rendez-vous enrichissant, sur la liberté d'expression dans d'autres pays.

Pour des raisons de sécurité, elle utilise un faux nom. Maria, jeune journaliste rwandaise d'une trentaine d'années, est arrivée en France en juin 2016, non pas en tant que touriste, mais en tant que réfugiée politique.

Suite à de nombreux harcèlements, chantages et interrogatoires, elle décide de quitter son pays et demander l'asile en France. Son tort ? Avoir fait des reportages sur la santé publique, qui mettent en lumière des situations parfois invivables de Rwandais. Le gouvernement lui demande alors de retirer certaines images, jugées dérangeantes. Maria continue son travail, s'attirant de plus en plus de foudres. «On m'a dit que je voulais nuire à mon pays,

alors que je cherche à l'aider en montrant ce qui ne se voit pas forcément. C'est mon travail. On dit que ça porte atteinte à la sécurité nationale ; mais alors tout peut y porter atteinte ! On ne peut plus aborder plusieurs sujets», regrette la jeune femme.

De la peur à l'exil
S'ensuivent alors des appels, des convocations, des interrogatoires. Le gouvernement lui demande toujours de retirer des images et, si elle refuse, il menace de ne plus subventionner la chaîne pour laquelle elle travaille. «Mon patron a préféré se séparer de moi». Puis un jour, son cameraman disparaît. Se sentant grandement en danger, elle quitte le Rwanda, direction la France et atterrit à la Maison des Journalistes (une association qui héberge et accompagne

quatorze journalistes étrangers, qui ont fui leur pays pour avoir voulu pratiquer une information libre). «Je suis avec des Marocains, des Syriens, des Afghans, des Yéménites et des Russes». Elle attend de savoir si sa demande d'asile est acceptée. Si oui, elle restera en France, sinon, elle ira ailleurs.

Maria a des nouvelles de son cameraman, qui a été libéré après quatre mois de prison. «Il ne sait pas où il a été emprisonné, on l'a juste relâché. J'ai des nouvelles de ma famille aussi. Ma sœur a été interrogée, le gouvernement cherche à savoir où je suis. C'est pour cela que je garde l'anonymat». En attendant des nouvelles de sa demande d'asile, Maria va à la rencontre d'élèves, pour leur faire part de sa situation.
Rien qu'elle jouisse de la liberté en France, son pays lui manque. Elle ne sait pas si elle pourra y retourner un jour. «Je ne m'attendais pas à être menacé chez moi un jour. Je suis tellement



Maria a parlé de sa situation et de son pays, devant des élèves et des professeurs captivés.

déçue. À la fin de la rencontre, elle incite les jeunes à profiter de leur chance : «La France est un pays plein d'opportunités, avec un accès facile et pas cher à l'éducation. Et vous êtes libres de vous exprimer.»

Carole Pontier

Renvoyé Spécial

Il s'agit d'une opération organisée par la Maison des Journalistes, en partenariat avec le Clemi (Centre pour l'éducation aux médias et à l'information) et Presstails (société de diffusion de presse). Elle vise à sensibiliser les jeunes à la liberté d'expression et de la presse, à travers le témoignage d'un journaliste en exil. C'est dans le cadre de cette opération que Maria est intervenue à Wassy.

Rwanda, mauvais élève

Selon le site Reporters sans frontières, le Rwanda est classé 161^e pays sur 180 pour la liberté de la presse. «Nous sommes derrière le Burundi et le Congo, où des journalistes sont tués», regrette Maria.